



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**TRAVAUX DE RENOVATION DES GTB ET GTC DU CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE DE
BORDEAUX**

Marché passé en procédure adaptée

N°2024-1801

CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

200 Avenue de la Vieille Tour

CS 90003

33405 TALENCE CEDEX

Sommaire

1 – Dispositions générales du contrat	4
1.1 – Objet du contrat.....	4
1.2 – Procédure de passation et forme de l'accord-cadre.....	4
1. Procédure :	4
2. Forme :.....	4
3. Tranches :	4
1.3 – Décomposition du contrat	5
1.4 – Réalisation de prestations similaires	5
2 – Pièces contractuelles.....	5
3- Intervenants.....	5
3.1 – Maitrise d'œuvre	5
3.3 – Sous-traitance	5
4 – Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 – Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 – Délai global prévisionnel d'exécution des prestations	6
5.2 – Délai d'exécution	6
5.3 – Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	6
6 – Prix.....	7
6.1 – Caractéristique des prix pratiqués	7
6.2 – Modalités de variation des prix	7
7 – Retenue de garantie	7
8 – Avance.....	8
8.1 – Conditions de versement et de remboursement.....	8
9 – Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 – Décomptes et acomptes mensuels.....	8
9.2 – Présentation des demandes de paiement	8
9.3 – Délai global de paiement	9
9.4 – Paiement des cotraitants.....	9
9.5 – Paiement des sous-traitants	10
10 – Conditions d'exécution des prestations	10
10.1 – Caractéristiques des matériaux et produits	10
10.2 – Implantation des ouvrages	10
10.3 – Préparation et coordination des travaux.....	10
10.3.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	10
10.3.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	10
10.4 Etudes d'exécution	10
10.5 – Installation et organisation du chantier.....	11
10.5.1 – Installation du chantier	11
10.5.2 – Signalisation de chantier	11

10.6 – Dispositions particulières à l’achèvement du chantier	11
10.6.1 – Gestion des déchets de chantier	11
10.6.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	11
10.6.3 – Documents à fournir après exécution	11
10.7 – Réception des travaux.....	11
10.7.1 – Dispositions applicables à la réception	11
11 – Garantie des prestations	12
12 – Pénalités	12
12.1 – Pénalités de retard.....	12
12.2 – Pénalités pour travail dissimulé	12
12.3 – Autres pénalités spécifiques	12
13 – Assurances.....	13
14 – Résiliation du contrat	13
14.1 – Conditions de résiliation	13
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
15 – Règlement des litiges et langues	14
16 – Dérogations	14

1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

La présente consultation concerne les travaux de rénovation des GTB et GTC du centre Inria de l'université de Bordeaux.

Inria est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 2.

Les travaux seront exécutés en site occupé.

Lieu d'exécution :

Centre Inria de l'Université de Bordeaux

200, Avenue de la Vieille Tour

CS90003

33405 Talence cedex

1.2 – Procédure de passation et forme de l'accord-cadre

1. Procédure :

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée, telle qu'elle est décrite aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

2. Forme :

Le présent marché public constitue un marché à tranches, en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché est mono-attributaire. Il est conclu sans montant minimum mais avec un maximum fixé à 500 000€ HT.

Pour rappel, le montant maximum précité ne constitue pas un engagement de dépense ferme et ne représente pas la valeur estimative prévisionnelle du présent accord-cadre.

3. Tranches :

Les travaux sont décomposés en une tranche ferme et une tranche optionnelle décrites comme suit :

	Descriptif de chaque tranche
Tranche ferme	Développement logiciel de la partie GTC + installation GTB sur le bâtiment A avec ajout de compteur
Tranche optionnelle 1	Basculement de la GTC sur la nouvelle GTB + développement GTB sur le bâtiment B

La décision d'affermissement ou de non affermissement de la tranche optionnelle sera prise par l'acheteur.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, la décision d'affermissement émise par l'acheteur précisera la date de commencement d'exécution des prestations.

La tranche optionnelle sera affermie avant le 30/06/2026 le cas échéant.

Le non affermissement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnité.

La tranche sera affermée le cas échéant par l'envoi d'un ordre de service.

1.3 – Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.4 – Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du candidat ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Si des inexactitudes existaient dans les documents graphiques ou écrits, l'entreprise doit le signaler avant la date limite de remise des offres via le profil acheteur de l'acheteur (<https://www.marchespublics.gouv.fr>). Passée la date limite de remise des offres, l'entreprise ne pourra réclamer de suppléments de travail ni modifier le délai contractuel d'exécution au titre de ces inexactitudes.

3- Intervenants

3.1 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée en interne par Inria.

3.3 – Sous-traitance

Toute sous-traitance doit faire l'objet d'un agrément préalable par l'acheteur. A cet effet, et avant toute intervention du sous-traitant, le titulaire devra faire parvenir à l'acheteur :

- Un acte de sous-traitance (formulaire DC4) signé du sous-traitant et du titulaire, accompagné du devis relatif aux prestations sous-traitées ;
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile au bénéfice du sous-traitant de l'année en cours ;
- Une attestation d'assurance décennale au bénéfice du sous-traitant de l'année en cours ;

- Une attestation de la régularité sociale du sous-traitant (type URSSAF) valide ;
- Une attestation de la régularité fiscale du sous-traitant de l'année en cours ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) si le sous-traitant bénéficie du paiement direct (pour toute prestation > 600 € HT).

Tous les documents, à l'exception de l'acte de sous-traitance (DC4), pourront être transmis par voie électronique à l'adresse achats-bordeaux@inria.fr. L'original de l'acte de sous-traitance (DC4) devra, lui, être transmis par voie postale à l'adresse suivante : **Centre Inria de l'Université de Bordeaux – Achats et marchés publics – 200, avenue de la Vieille Tour, CS 90003, 33405 Talence cedex.**

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4, des documents précisés ci-dessus et, le cas échéant, de ma remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou certificat de cessibilité), le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En cas de défaut de déclaration de sous-traitant, après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage pourra appliquer les pénalités fixées à l'article 12 du présent CCAP et pourra résilier le marché, pour faute du titulaire, conformément à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

4 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurités.

5 – Durée et délais d'exécution

5.1 – Délai global prévisionnel d'exécution des prestations

Le délai global prévisionnel du marché est fixé à 48 mois (périodes de GPA et de maintenance incluses).

5.2 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux de la tranche ferme est estimé à 6 mois préparation comprise.

La prestation de maintenance pour la tranche ferme prend effet à compter de la date de réception de la tranche ferme, et se termine à la fin du marché.

Le délai d'exécution des travaux de la tranche optionnelle est estimé à 6 mois préparation comprise.

La prestation de maintenance pour la tranche optionnelle prend effet à compter de la date de réception de la tranche optionnelle, et se termine à la fin du marché.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

5.3 – Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le(s) titulaire(s) du marché devra remettre dès la notification du marché un calendrier recensant l'ensemble des prestations et les délais qui seront nécessaires aux travaux.

Le calendrier proposé sera confirmé ou modifié lors de la réunion d'enclenchement des travaux.

Les délais d'exécution partiels ou globaux ne pourront être modifiés sans accord écrit préalable de Inria.

6 – Prix

6.1 – Caractéristique des prix pratiqués

Pour la partie travaux et la partie maintenance préventive de la tranche ferme et de la tranche optionnelle, les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Pour la partie maintenance curative de la tranche ferme et de la tranche optionnelle, les prestations sont à bons de commande sur la base du BPU et des catalogues transmis par le soumissionnaire, après application du pourcentage de remise proposé le cas échéant.

Les prix sont révisables trimestriellement.

6.2 – Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

$$C_n = (BT53 (d-3) / BT53 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010

7 – Retenue de garantie

Une **retenue de garantie de 5,0 % du montant initial TTC du marché** (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. **Si l'entreprise est une TPE ou une PME, la retenue de garantie sera de 3% du montant initial TTC du marché.**

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de

garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 – Avance

8.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire de chacun des lots, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Lorsque le titulaire du marché public est une TPE ou PME, le taux de l'avance est de 20 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9 – Modalités de règlement des comptes

9.1 – Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés **mensuellement**.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, l'acheteur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant de l'acheteur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

9.2 – Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Les factures, sous format PDF ou XML, devront être dématérialisées via le Portail Chorus Pro 2017 : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Si plusieurs factures doivent être déposées, ces dernières devront être sous un dossier compressé au format « zip » ou « tar.gz ».

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Le numéro SIRET d'Inria n° **180 089 047 00013**
- **La référence du numéro du marché et du bon de commande de référence,**
- La nature et la période d'exécution des prestations facturées,
- Les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET, forme juridique et capital de votre entreprise,

- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Les dates d'exécution des prestations,
- Le montant en euros HT des prestations,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et le numéro de la facture,
- Le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- Le prix net résultant,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix,
- Le numéro de TVA intracommunautaire de l'Inria : FR45180089047.

NB : Les questions relatives au paiement seront adressées à la cellule d'accueil des fournisseurs au service dépenses Inria soit :

Par courriel : smd-bsa@inria.fr

*Adresse de facturation :
INRIA – COMPTABILITE FOURNISSEUR
DOMAINE DE VOLUCEAU
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT*

Important : tout changement de domiciliation bancaire doit être signalé à l'acheteur avant de figurer sur la facturation.

Le comptable assignataire des versements est l'Agent Comptable d'Inria.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est le Président d'Inria.

En cas de retard de paiement, les dispositions du Décret 2013-269 du 29 Mars 2013 (relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique) s'appliquent.

9.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve de conformité et après service fait.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux.

9.5 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10 – Conditions d'exécution des prestations

10.1 – Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par l'ensemble des pièces du dossier de consultation des entreprises.

10.2 – Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 – Préparation et coordination des travaux

10.3.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation de deux semaines pour chaque tranche.

10.3.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La sécurité, l'hygiène du chantier et mesures d'ordre s'effectuent dans les conditions prévues à l'article 31.4 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.4 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études

de détail. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

10.5 – Installation et organisation du chantier

10.5.1 – Installation du chantier

Le titulaire du présent marché supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.5.2 – Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique ou sur les voies de circulation de l'Université de Bordeaux doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 – Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le(s) titulaire(s) doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.6.3 – Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents doivent être remis sous 1 exemplaire format numérique (.pdf, .doc, .xls, .dwg) et 1 exemplaire format papier.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues au titulaire.

10.7 – Réception des travaux

10.7.1 – Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

11 – Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date d'effet de la réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44 du CCAG-Travaux.

12 – Pénalités

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur, à défaut le titulaire en sera exonéré. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

12.1 – Pénalités de retard

Lorsqu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1,0/1000 du montant HT du marché, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Ces pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais prévus au présent marché.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution, une pénalité forfaitaire de 150,00 €.

12.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 – Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour défaut de nettoyage et/ou évacuation des déchets	Journalière	150,00 €	La pénalité court à compter de la notification par le maître d'ouvrage du défaut de nettoyage et/ou évacuation des déchets
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier	Par infraction constatée et par jour calendaire	400,00 €	La pénalité court à compter de la notification par le maître d'ouvrage du non-respect de ces prescriptions
Non déclaration d'un sous-traitant	Par infraction	1 500,00 €	La pénalité est due à compter de la notification par le maître d'ouvrage du non-respect.

Non restitution du DOE	Par infraction	1500,00€	La pénalité est due à compter de la notification par le maître d'ouvrage de la non restitution du document.
------------------------	----------------	----------	---

13 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

14 – Résiliation du contrat

14.1 – Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1 % par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 – Règlement des litiges et langues

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 – Dérogations

- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux